

## Fiche de lecture : « The road to RESILIENCE : Converging Actors, Integrating Approaches »

*Cette fiche de lecture présente le rapport de l'atelier « The Road to RESILIENCE : Converging Actors, Integrating Approaches » organisé par la Commission Européenne, CARE, le groupe URD et l'Université de Wageningen, en novembre 2011 (16 p.)*

[http://www.urd.org/IMG/pdf/Report\\_RESILIENCE\\_Workshop\\_24-11-11.pdf](http://www.urd.org/IMG/pdf/Report_RESILIENCE_Workshop_24-11-11.pdf)

Depuis quelques années, et de manière plus importante suite à la crise alimentaire actuelle au Sahel, on entend fréquemment parler de résilience, un concept qui gagne en importance dans la conception des réponses aux crises humanitaires. Cependant, ce terme est encore quelque peu nébuleux, et souvent mal compris.

A la base du concept de résilience se trouve la considération que les approches *Disaster Risk Reduction* (DDR – Réduction des risques de catastrophes), *Climate Change Adaptation* (CCA – Adaptation au changement climatique) et *Poverty Reduction* (PR – Réduction de la pauvreté) correspondent tous à une même logique, ayant comme but de rendre les populations moins vulnérables aux catastrophes présentes et futures.

L'aide internationale a très souvent des approches différenciées, compartimente les programmes et les agences qui le mettent en œuvre, ce qui est peu cohérent avec la complexité et l'interdépendance des causes qui caractérisent certaines crises. De plus, cette segmentation n'a pas de sens pour les populations bénéficiaires, qui sont simultanément affectées par une multitude de facteurs et ont tendance à considérer leur environnement de manière holistique.

Pour avancer dans la définition d'une nouvelle approche dans la réponse aux crises complexes, basé sur le concept de résilience, les membres du projet RESILIENCE<sup>1</sup>, financé par Europe-Aid, ont organisé le 24 novembre 2011, un débat réunissant des représentants d'ONG, du réseau Croix Rouge, de la Commission Européenne (DG ECHO et DEVCO<sup>2</sup>) et d'instituts de recherche. L'atelier visait à : i) confronter les avis et expériences des praticiens, chercheurs, bailleurs et décideurs politiques ; ii) créer des synergies entre les parties prenantes pour enrichir la réflexion sur la résilience ; iii) surmonter les défis posés par l'intégration de la dimension « résilience » dans les programmes et des politiques d'aide.

Plusieurs éléments se dégagent de l'atelier :

- L'**interrelation** existante entre la réduction des risques de catastrophes, l'adaptation au changement climatique et la réduction de la pauvreté : 90% des personnes frappées par des catastrophes sont pauvres et 90% des catastrophes sont provoquées par des événements climatiques. Les changements climatiques vont augmenter l'intensité et la fréquence de ces catastrophes. Il en suit que toute action de réduction de la vulnérabilité, pour être durable, doit

<sup>1</sup> Le projet « Résilience » vise à analyser la résilience des populations aux crises environnementales et climatiques, et plus précisément à « explorer, saisir et échanger sur les stratégies et les processus d'acteurs étatiques et non étatiques, pour une programmation efficace qui s'adapte au changement climatique, à la réduction des risques et la réduction de la pauvreté, avec un accent particulier sur les institutions européennes ». Une série de six études de terrain a été menée entre juillet 2010 et novembre 2011 dans chacune des trois régions ciblées par le projet (en Indonésie, Bolivie et Éthiopie). Elles ont permis d'identifier les stratégies de résilience mises en œuvre par les populations locales face à différents types de catastrophes naturelles.

<sup>2</sup> DEVCO : Directorate General for Development and Cooperation. DG ECHO : Directorate General of the European Community Humanitarian Office



agir dans le sens de la réduction de la pauvreté, tout en intégrant une approche de prévention des risques liés au changement climatique.

- L'émergence du concept de **résilience**, comme cadre conceptuel capable d'harmoniser les approches DRR, CCA et PR, tout en conservant leur spécificités. Le concept de résilience peut être défini comme : la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société à résister, absorber, s'adapter et se remettre des conséquences d'un accident, de manière rapide et efficace, y compris à travers la préservation et la restauration de ses structures et fonctions de base.
- Une approche basée sur la résilience est susceptible de mieux s'attaquer aux **causes structurelles** des crises, car elle déplace le focus de la réaction vers la prévention, elle fait un continuum entre réponse, réhabilitation et développement, et elle vise à harmoniser les actions sectorielles dans un effort de « décloisonnement ».
- **Décloisonner** implique de prendre en compte l'ensemble des facteurs environnementaux, socio-économiques, sanitaires etc. sur une ligne temporelle qui va de la prévention, à la réponse et au développement. Ceci implique que les modes de financement s'adaptent pour couvrir des cycles plus longs et permettre une plus grande flexibilité dans les programmes.
- Il faut veiller à que le concept de résilience ne devienne pas une nouvelle « mode », privée de contenu concret. Pour cela, il est recommandé de développer des critères et des indicateurs précis et homogènes, qui puissent être appliqués dans différents contextes.
- La résilience des communautés peut être atteinte seulement avec la participation de tous les **acteurs locaux** : citoyens, entreprises, autorités locales. Ces deux dernières catégories méritent une attention particulière : les ONG sont souvent réticentes à travailler en partenariat avec le secteur privé, en oubliant son rôle fondamental dans le développement d'un pays ainsi que la diversité d'acteurs qu'il comprend ; les autorités locales sont en première ligne dans la mise en œuvre des politiques nationales, mais comme elles manquent souvent de ressources matérielles ou humaines pour accomplir pleinement leur rôle, les ONG ont tendance à se substituer à ces instances plutôt que d'essayer de renforcer leurs capacités.
- La **connaissance** et l'accès à l'information sont à la base du développement de la résilience. Permettre une circulation rapide de l'information entre les différents niveaux (local, national, régional, international) et les différents acteurs est un défi majeur.

En conclusion, les membres du projet RESILIENCE s'engagent à poursuivre leurs efforts pour clarifier le concept de résilience et le rendre opérationnel, notamment avec la publication :

- d'un manuel destiné aux décideurs, chercheurs et professionnels du DRR/CCA sur le concept de résilience et la manière de l'intégrer dans les projets, programmes et politiques.
- d'un instrument dynamique pour aider les responsables de projet à développer des projets cohérents avec les critères de la résilience.
- de vidéos destinées au grand public.